

La région toujours représentée

Respectivement installés dans l'Indre et l'Indre-et-Loire, Michel Sapin et Marisol Touraine restent dans le gouvernement.

Dimanche, au soir de la déroute du camp socialiste aux municipales, Éric Doligé, président UMP du conseil général du Loiret, espérait le départ de Michel Sapin et de Marisol Touraine. Il n'en sera rien puisque les deux « régionaux » restent membres du gouvernement Valls.



MAINTENUS. Marisol Touraine et Michel Sapin, les « régionaux ».

Anne Lauvergeon, suspense entretenu

Michel Sapin, (ex-président du conseil régional et récemment réélu adjoint au maire d'Argenton-sur-Creuse), troque le portefeuille de ministre du Travail pour celui des Finances et des comptes publics. Et l'ex-patronne du conseil général d'Indre-et-Loire, Marisol Touraine, conserve la Santé.

Quant à l'Orléanaise Anne Lauvergeon, (dont les parents sont toujours domiciliés à La Source), son nom pourtant avancé n'est pas sorti du chapeau. À ce sujet, l'influent sénateur PS et président de la commission des lois, Jean-Pierre Sueur, assure que

« contrairement à ce que les médias assuraient avant-hier, Anne Lauvergeon n'a été approchée par personne. Mardi soir, vers 21 heures, elle m'a dit au téléphone être surprise de pareil emballement médiatique ». Jean-Pierre Sueur s'est refusé à dire si son nom réapparaîtrait la semaine prochaine, lors de la nomination des secrétaires d'État...

Interrogation aussi quant au devenir de Geneviève Fioraso, sœur de Bernard Lefevre, leader départemental Modem. L'enseignement supérieur et la recherche, son maroquin, tombe en effet dans la po-

che de Benoît Hamon.

Au final, Jean-Pierre Sueur retient qu'il « s'agit bien d'une équipe resserrée. Par le passé, d'autres l'avaient promis sans y parvenir... ». Interrogé sur le « mariage » présenté comme houleux à Bercy entre Michel Sapin et Arnaud Montebourg, Jean-Pierre Sueur évoque « le sens de la diplomatie et l'expérience de Michel Sapin qui a déjà été à l'Économie, sous Mitterrand. Il connaît... ».

Quant au refus des écologistes, le parlementaire répond d'un péremptoire : « Ils auraient pu rester. C'est leur décision ». ■

Philippe Ramond.